



Le Président du Faso, Roch Marc Christian Kaboré et ses pairs du Mali, Ibrahim Boubacar Keïta et du Niger, Mahamadou Issoufou ont clôturé, hier dans la capitale burkinabè, les activités commémoratives de la 23e Journée mondiale de lutte contre la désertification. Ils ont à l'occasion pris connaissance de l'appel à l'action de Ouagadougou sur la création d'emplois verts en Afrique et pris l'engagement d'œuvrer pour sa réussite.

L'appel à l'action de Ouagadougou sur les emplois liés à l'exploitation des terres en Afrique est depuis hier, jeudi 15 juin 2017, le nouveau outil de plaidoyer de dirigeants africains de la sous-région dans le combat contre la désertification. Il est le fruit du colloque de haut niveau sur l'initiative sur la Soutenabilité, la Stabilité et la Sécurité (3S) qui a réuni des ministres africains et des personnalités en charge de l'environnement lors de la célébration, dans la capitale burkinabè, de la 23e Journée mondiale de lutte contre la désertification deux jours avant la date du 17 juin consacrée par les Nations unies. Le contenu du document livré au président du Faso, Roch Marc Christian Kaboré et à ses homologues du Mali, Ibrahim Boubacar Keïta et du Niger Mahamadou Issoufou, invite la communauté internationale à promouvoir des partenariats afin de réhabiliter dix millions d'hectares de terres dégradées et créer deux millions d'emplois verts pour les jeunes, les femmes et les migrants. Les pays africains, quant à eux, doivent créer les conditions nécessaires au développement de nouvelles opportunités d'emploi en identifiant les sites où l'accès à la terre peut être renforcé et les droits fonciers sécurisés au profit des populations vulnérables et socialement à risque. Les partenaires au développement et autres parties prenantes doivent aussi mettre la main à la pâte en aidant les pays africains à investir dans les infrastructures rurales, les outils de réhabilitation des terres et le développement des compétences dans les sites identifiés comme les zones sujettes aux migrations et socialement à risque. Toutes ces recommandations découlent, selon le ministre de l'Environnement, de l'Economie verte et du Changement climatique, Batio Nestor Bassière du constat de l'accroissement continu des superficies de terres dégradées dans le monde. « Comme les autres pays africains, le Burkina Faso n'échappe pas à la donne. De 2002 à 2013, 5,16 millions d'hectares de terres soit 19% du territoire national ont été dégradées », a-t-il expliqué. Cette situation préjudiciable à la création d'emplois entraîne, à son avis une forte pression sur les ressources naturelles, des conflits, la migration massive des jeunes vers l'Occident ainsi que

leur exposition aux groupes terroristes. Il a donc indiqué qu'il est urgent d'entreprendre des actions afin de changer la donne et maintenir les jeunes sur leurs terres. « La restauration des terres dégradées permet d'accroître les surfaces cultivables et donc de créer des emplois pour les jeunes », a-t-il certifié.

Freiner la migration grâce à la restauration des terres dégradées

Aussi, il a co-signé avec la secrétaire exécutive de la Conventions des Nations unies sur la lutte contre la désertification, Monique Barbut, la Déclaration des cibles volontaires de neutralité en matière de dégradation des terres. Par cet acte, le pays des Hommes intègres s'engage à restaurer et mettre en valeur toutes ses superficies de terres dégradées. Enbouchant la même trompette, l'archevêque de Ouagadougou, le Cardinal Philippe Ouédraogo, a, au nom des chefs coutumiers et leaders religieux toutes confessions confondues du Burkina Faso, lancé l'appel aux croyants. « Croyants de toutes les religions, du Burkina Faso, de l'Afrique et du monde, au nom de votre foi et de votre amour de la vie, agissons ensemble pour la sauvegarde de l'environnement, notre maison commune », a-t-il demandé.

Les trois présidents africains ont été sensibles aux deux appels. D'ores et déjà, Roch Marc Christian Kaboré, s'exprimant au nom de ses deux homologues présents et lui-même, a déclaré qu'ils oeuvreront pour le renforcement de la coopération internationale afin d'atteindre les résultats escomptés. « Nous, chefs d'Etat du Burkina Faso, du Mali, du Niger, de concert avec nos pairs de la sous-région, prenons l'engagement d'œuvrer à la promotion de partenariats régionaux et mondiaux pour l'investissement dans la réhabilitation et la gestion durable des terres à toutes les tribunes d'échanges que nous aurons », a-t-il déclaré. Qu'à cela ne tienne, madame Barbut a soutenu qu'elle partage les préoccupations et les recommandations de l'appel à l'action de Ouagadougou.

Pour elle, cet outil matérialise la « forte » volonté politique des dirigeants africains à endiguer le fléau de la désertification dont les conséquences sont la baisse de la productivité agricole, le chômage et la migration massive des jeunes vers l'Occident... « D'ici 2050 la population

Désertification :l'appel de Ouagadougou pour la création d'emplois verts

Écrit par Sidwaya

Vendredi, 16 Juin 2017 08:52 - Mis à jour Vendredi, 16 Juin 2017 09:03

africaine doublera pour atteindre deux milliards de personnes en majorité jeunes et sans emploi. Les problèmes mentionnés s'accroîtront et la vague migratoire s'enflera plus si rien n'est fait », a-t-elle prévenue. Elle a donc invité l'Afrique à faire montre de leadership afin de mieux se préparer à relever les défis de la préservation de l'environnement et la restauration des terres dégradées.

Eliane SOME

elianesome4@gmail.com

Sidwaya